

Vers une transition post-fujimoriste au Pérou?

Roman Perdomo - 31/01/2020

Les élections législatives péruviennes extraordinaires de janvier 2020 ont vu se confirmer la déliquescence du parti Fuerza Popular, se revendiquant de l'ex-président Alberto Fujimori, et dont la leader, Keiko, vient d'être renvoyée en prison préventive. Le clivage fujimoristes / anti-fujimoristes, qui a présidé la scène politique péruvienne depuis la transition à la démocratie en 2000, semble se diluer pour permettre la visibilisation de nouvelles demandes démocratiques. Les résultats de Fuerza Popular en témoignent, puisque le parti est passé de 36,34% lors des dernières élections parlementaires en 2016, à 7% actuellement.

Ces résultats sont à interpréter dans leur contexte puisque, en temps normal, l'issue des élections législatives est déterminée par l'élection présidentielle qui a lieu simultanément. Ainsi, en 2016, tandis que Peruanos Por El Kambio, le parti de l'ancien président Pedro Pablo Kuczynski, affrontait Keiko lors du second tour des présidentielles, c'est un Parlement à majorité fujimoriste qui est élu dans la foulée, avec Peruanos Por El Kambio comme deuxième parti le plus représenté.

Le mandat de Kuczynski est cependant marqué par des scandales de corruption à répétition, touchant femmes et hommes politiques, ainsi que le pouvoir judiciaire. Le scandale Odebrecht pousse même Kuczynski à démissionner en 2018 au profit de son vice-président, Martin Vizcarra, déterminé à réformer l'Etat et les institutions juridiques, pour les nettoyer des mafias et d'une culture politique de la corruption amplifiée par la décennie fujimoriste et perpétuée mandat après mandat.

La coalition fuji-apriste, directement visée par les réformes et en majorité au Parlement lors de la dernière législature, n'hésite alors pas à bloquer les projets de l'exécutif et s'accroche à ses statuts de députés inscrits dans la Constitution de 1993. La guerre est déclarée entre le législatif et l'exécutif, qui décide de soumettre le gouvernement à une question de confiance, rejetée par le Parlement en septembre 2019. La décision de Vizcarra de dissoudre le Parlement et de convoquer des élections législatives extraordinaires est annoncée dans la foulée.

L'effet des scandales à répétition et l'instabilité du dernier Congrès a eu un effet décisif sur le comportement électoral des péruviens, ce qui laisse présager l'apparition de nouveaux clivages politiques d'ici aux élections présidentielles de 2021, l'année du bicentenaire du Pérou.

Le fujimorisme et l'aprisme se sont effondrés, tout comme les principaux candidats qui incarnaient la politique spectacle de la dernière législature et d'un Congrès s'accrochant à ses prérogatives. Ce rejet s'est manifesté par un repli sur quatre types de partis:

- D'une part, sur des partis traditionnels à la légitimité acquise, épargnés par les scandales à répétition. C'est le cas de Acción Popular (10,1%, première force politique) de l'ancien président Belaúnde, projeté sur le devant de la scène en 2018 lors de l'élection de l'actuel maire de Lima, Jorge Muñoz, à la figure respectée ; et des deux blocs de gauche, Juntos Por El Perú et Frente Amplio (qui, ensemble, atteignent les 11,2% des votes valides), puisant leurs ressources dans l'électorat traditionnel de gauche, chez les jeunes urbains éduqués et dans le Sud Andin.
- D'autre part, le vote s'est porté sur des partis ayant joué la carte du renouveau politique et mettant en avant une nouvelle génération de candidats au Parlement engagée et "propre", souvent des jeunes issus de milieux universitaires. C'est le cas de certains candidats de gauche, mais également par exemple du Partido Morado (7,5% des voix), qui, autour de la figure de Julio Guzmán, ancien ministre d'Humala et candidat à la présidence en 2016, a su capitaliser un vote urbain et costeño.
- Enfin, plus problématique, le vote s'est replié sur des partis dont la culture et les pratiques politiques ont caractérisé le fujimorisme depuis vingt ans; ou dont le fonctionnement encourage la reproduction d'un terrain de jeu électoral dépolitisé institué par la Constitution néolibérale de 1993.

D'une part, ainsi, l'élection a vu la reproduction des habituelles "machines électorales" ou "coalitions de participants", typiques d'une démocratie néolibérale péruvienne dont le principal lien politique entre citoyens repose sur un vote périodique obligatoire. Ces forces capitalisent un vote personnaliste autour de caudillos régionaux, et de partis dont le fonctionnement est entièrement orienté à la victoire de processus électoraux en ayant recours à d'importants financements privés, plus qu'à proposer des alternatives politiques réelles. Podemos Perú (parti de Daniel Urresti, ancien ministre d'Humala, engagé dans de nombreuses procédures judiciaires) et Alianza Para el Progreso, (parti du trujillano César Acuña), ont touché respectivement 8,2% et 8% de l'électorat, principalement costeño.

D'autre part, l'élection a vu l'ascension surprise du parti évangéliste Frepap (8,9 %) et de l'éthno-cacérisme de Unión Por el Perú (6,9%). Ces deux forces étaient presque absentes des sondages une semaine avant l'élection, et ont connu une ascension fulgurante alors qu'un grand nombre de péruviens se déclarait indécis quelques jours avant le vote (plus de la moitié de l'électorat). Le Frepap a imité les pratiques des campagnes à succès d'Alberto Fujimori et

de Fuerza Popular, s'implantant dans des régions enclavées et pauvres, faisant campagne là où aucun parti politique n'était allé. En articulant un discours autour de l'anti-corruption, du retour à la communauté, et de la force religieuse rédemptrice de ses candidats, il a principalement touché la zone frontalière des Andes et de la jungle, la "ceja de selva", en incarnant notamment le « petit peuple » et présentant par exemple des candidats moto-taxistes ou vendeurs ambulants.

Unión Por El Perú est le parti du frère d'Ollanta Humala, Antauro, qui articule un discours réactionnaire et militariste autour de la récupération de l'identité andine et des terres perdues avec le Chili. Qualifié par la classe politique de "fou", il propose le rétablissement de la peine de mort, notamment pour punir les "traîtres à la patrie". Son discours a été particulièrement efficace dans le Sud Andin.

La question qui se pose à présent, notamment en vue des élections de 2021, est celle d'une possible transition post-fujimoriste pour la démocratie péruvienne.

Si Fuerza Popular s'est effectivement effondrée, et que cette élection a su catalyser le mécontentement issu des crises successives des dernières années pour élire des candidats "propres", "nouveaux", jeunes, ou à la légitimité traditionnellement acquise, il n'en demeure pas moins que le spectre du fujimorisme plane sur les règles d'un jeu électoral favorisant les caudillismes locaux (Podemos Perú, Alianza Para El Progreso) ou les alternatives reproduisant (Frepap) voire radicalisant (Unión Por El Perú) un style politique fujimoriste. Ces deux forces, en effet, se sont présentées comme la seule alternative politique dans des régions ou chez des populations exclues et enclavées, et formulent des projets politiques hétéronomes religieux ou militaristes qui, parce qu'ils déresponsabilisent le citoyen et promeuvent une culture politique autoritaire, sont propices à la reproduction de pratiques discrétionnaires en tout genre, et à la capture du pouvoir politique par des mafias clientélistes et corrompues.

De même, la première force électorale de cette élection demeure le vote vicié ou blanc (1 votant sur 5), ainsi que l'abstention (25,39% du corps électoral), dans un pays où le vote est obligatoire. Ainsi, Acción Popular, premier parti de la présente élection, arrive derrière le vote vicié, contrairement à ce qu'avait obtenu Fuerza Popular lors des élections législatives précédentes, arrivée en tête. Cette donnée témoigne du manque de légitimité que les péruviens portent à leur système de partis, ainsi que le vide d'une offre électorale pleinement convaincante provoqué par la dégringolade de Fuerza Popular, que les partis récemment élus ne sont pas parvenus à combler. La fragmentation du Parlement, et l'indécision de dernière minute des péruviens, qui pour beaucoup ont dû faire leur choix

dans la file d'attente pour voter, témoigne des insuffisances d'une démocratie péruvienne dont la relation entre citoyens demeure essentiellement procédurale.

Cette élection est le symptôme de la difficulté pour le Pérou de tourner pleinement la page de logiques reproduites par la classe politique ces vingt dernières années, héritées de la décennie d'autoritarisme compétitif fujjimoriste, et tributaires de la Constitution de 1993 toujours en vigueur. Elle laisse cependant espérer l'émergence de nouveaux leaderships et de projets politiques alternatifs réels en vue de l'élection présidentielle de 2021, qui sera possiblement la confirmation que ces dernières années de crise politique auront éloigné un peu plus la démocratie péruvienne de ses heures les plus sombres.

Sources et chiffres tirés des journaux péruviens El Comercio, La República, et du site de la ONPE, l'autorité électorale péruvienne.